

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22
novembre 2008. Première journée

Présentation générale

**Les enjeux du passé : le mouvement communiste face
aux changements à l'Est**

GOTOVITCH, José

2008, 6 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps - 1 les enjeux du passe.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : GOTOVITCH, José, « Les enjeux du passé : le mouvement communiste face aux changements à l'Est », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Présentation générale*, Bruxelles, CArCoB, 2008, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps - 1 les enjeux du passe.pdf >, (date de consultation).

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008

Première journée - Présentation générale

1.

Les enjeux du passé : le mouvement communiste face aux changements à l'Est

En débutant cette journée consacrée au Parti communiste, mon unique objectif est de planter le décor général dans lequel va se mouvoir ce parti et d'apporter, principalement aux étudiants ici présents, quelques éléments relatifs à ce qui doit leur sembler un élément relevant définitivement du siècle passé, qui n'est plus le leur. Je tente cela en 15 minutes, le schématisme est donc inhérents à mon exposé.

Le communisme s'est par définition, objectif et idéologie, construit comme mouvement international. Quand s'éteint l'espoir d'un embrasement général au lendemain de la révolution soviétique, se constitue l'Internationale communiste, véritable parti de la révolution mondiale adossé et bientôt consacré à la défense vigilante de cette patrie socialiste, qui est celle par définition des ouvriers du monde entier. Cette Internationale saura varier de politique en gardant toutefois constamment comme référence central cette fidélité inconditionnelle à l'URSS qui en devient sa raison d'être. Les partis sont tous des sections nationales de l'IC.

Paradoxalement, l'exaltation patriotique qu'animent les communistes de chaque pays au cours de la Seconde Guerre mondiale se renforce de l'admiration que suscitent les exploits de l'Armée Rouge, élargissant le cercle de sympathie bien au-delà de leurs rangs, alors même que se dissout en 1943, l'instrument que constituait l'IC.

Procès, échos des répressions, ne font en réalité que des dégâts marginaux dans le corps renforcé des communistes du monde entier. Au lendemain du conflit, avec l'URSS entrée de plein pied dans le cercle des puissances mondiales, d'autres stratégies se mettent en place et l'affrontement désormais déclaré met fin aux timides expériences d'autonomisation idéologique et même politiques qui se sont fait jour, qui dans les partis, qui même dans certains des pays entrés dans le cercle désormais élargi des « patries socialistes ».

Le Kominform (i.e. Bureau d'information des partis communistes et ouvriers), créé en septembre 1947, constitue l'instrument mobilisateur pour affronter la guerre froide et imposer la théorie des deux mondes inconciliables : (science bourgeoise, science prolétarienne). Désormais, qui n'est pas avec nous est contre nous. Dès juin 1948, cette théorie est mise en pratique : «TITO le héros » devient « le traître et renégat TITO » pour avoir voulu conduire son pays selon un chemin distinct. Une surenchère anime les dirigeants des partis communistes à se montrer le plus stalinien, titre revendiqué comme glorifiant, les questions, les hésitations ou simplement le manque d'enthousiasme envers l'URSS étant sévèrement stigmatisés, traqués, réprimés.

Violamment réprimés (comme en Grèce), insidieusement ou ouvertement traqués (la chasse aux sorcières de McCARTHY aux États-Unis) ou tout simplement démissionnés de la fonction publique (comme en Belgique), les communistes, constituent par nécessité et par stratégie, une société fermée, repliée sur elle-même, avec sa fraternité, sa chaleur et sa foi en l'Union soviétique, justification de toutes les difficultés encourues dans ces maudits pays capitalistes. Excommuniés qui perdent la foi sont retranchés de ce monde, ils disparaissent dans la transparence, le néant.

Ceci permet de comprendre à la fois la stupeur, la douleur, la réticence à accepter à révéler (voir en France) le coup de tonnerre du XX^e congrès du PCUS et le rapport KHROUCHTCHEV, dénonçant le culte de la personnalité et mettant en cause les crimes commis contre les communistes. Tentative de surmonter le passé en l'incarnant en une personne sans mettre en cause le système, sans chercher d'explications globales. Et pourtant le message est suffisamment fort pour qu'au sein même du camp protégé éclatent deux remises en causes dont l'une tourne à la tragédie. L'Octobre polonais (1956) est autorisé ; un ancien dirigeant sorti de prison, GOMUŁKA, reprend les rennes, porteur d'espoir de changement. À Budapest, la répression est violente et soviétique.

1956 est la première fêlure dans le monolithisme du mouvement communiste. C'est aussi la date de la disparition du Kominform et l'affirmation du lien direct et bilatéral qui relie les PC au PCUS.

Première faille, car si nulle voix communiste ne met en doute l'action, principalement en Hongrie, « d'agents de l'ennemi », seule explication cohérente en phase avec la perception des rapports de force dans le monde qui est toujours celle des communistes, le rapport dit secret, les mouvements populaires et les chars à Budapest constituent un ensemble qui détermine une différenciation nuancée mais réelle dans le monde communiste.

Entre l'acceptation pure et simple de l'argumentation soviétique adoptée par exemple par le PCF, les Britanniques – après expulsion de personnalité aussi brillante que le grand historien marxiste Edward THOMPSON – les Hollandais ou les Suisses, une vision nettement plus nuancées émane de partis comme les partis espagnol, danois, belge et bien entendu italien. On y parle du légitime mécontentement du peuple hongrois, du refus du parti hongrois de l'entendre.

C'est un ancien de l'appareil communiste international, bien au fait des réalités staliniennes, Palmiro TOGLIATTI, qui ébauche une explication globale, début d'une réflexion qui va mener le parti italien à mettre peu à peu en place une théorie d'une voie spécifiquement italienne au socialisme, rejet implicite du modèle soviétique. En 1956, on en est à l'aube de cette ouverture vers une certaine autonomie. Quelques « Italiens » disséminés dans différents partis ne réussissent pas à leur imprimer une voie nouvelle, d'autant que chaque pas franchi dans cette direction est souvent vivement contesté de l'intérieur : les péripéties qui entourent le retournement du parti danois dans le sens de l'alignement en sont un exemple frappant.

En novembre 1956, Moscou réussit encore à convoquer tous les partis communistes qui affichent une apparente unité mais, de fait, déjà, les Chinois mettent en cause la coexistence pacifique, fer de lance de KHROUCHTCHEV pour surmonter les carences économiques de son pays, les Yougoslaves maintiennent leur spécificité, le PCI insiste sur la multiplicité des voies au socialisme.

Une caractéristique du mouvement communiste dans son expression publique est que la bataille politique se joue au travers des mots. Oser un mot, c'est poser un acte. C'est ainsi que la tenue de conférences spécifiques des partis communistes des pays capitalistes qui commencent à se tenir à partir de 1959 jusqu'en 1974 ne marquent ni ruptures ni mutation, et encore moins de mise en cause de l'URSS, mais par leur tenue même, les thèmes abordés par leurs experts avalisent l'existence et le cadre spécifique d'une autre réflexion sur le monde capitaliste, le rapport à la social-démocratie, le sentiment d'appartenance à une entité spécifique. Un mot par-ci, un autre mot par-là, les experts pourraient y déceler le mûrissement d'une aspiration à autre chose.

Mais de fait ce sont les coups de boutoir du refus chinois d'accepter la coexistence pacifique et le « révisionnisme » de « Monsieur K » qui vont faire lever dans la décennie 60, des opposants résolus et organisés à la politique soviétique, sans toucher en rien aux règles de la bureaucratie autoritaire et répressive que l'élimination de KHROUCHTCHEV va relancer. Au contraire pourrait-on dire : cette contestation se situe dans la continuité stalinienne dans les modes de fonctionnement et condamne vivement toute évolution vers un changement démocratique.

Dans le camp adverse, on peut inscrire « l'émotion » du PCB devant l'élimination de KHROUCHTCHEV, mais surtout la publication du « testament de Yalta » rédigé à la veille de sa mort par TOGLIATTI, notes préparatoires à un entretien avec la direction soviétique, où il se livrait à une critique du mode de fonctionnement des pays socialistes et posait la question de la liberté d'expression en URSS.

Là se creuse un peu plus encore la différenciation entre PCI et PCF, ce dernier s'estimant satisfait des explications données.

Ainsi s'installent au sein du MCI des lignes de partage qui s'expriment déjà plus clairement en novembre 1960. Moscou réussit à réunir 81 partis : réticences à condamner la Chine, refus de venir de quelques partis, dont le néerlandais et l'indonésien.

La mutation se fait à différents niveaux. La disparition de quelques leaders historiques (THOREZ, TOGLIATTI, KHROUCHTCHEV lui-même), des changements sociologiques dans les pays capitalistes, conduisent à des positions de plus en plus différenciées qui s'expriment cependant à mots couverts. Cependant, si désormais des voies autonomes sont peu à peu tracées ou revendiquées, le leadership soviétique n'est mis en cause que dans la conduite du mouvement international, l'expérience soviétique demeure encore longtemps un tabou.

Mais la décennie 60, devenue brejnévienne en URSS, s'enfonce dans la répression d'une contestation principalement intellectuelle, alors même que des partis sociaux-démocrates ne voient aucun inconvénient à entretenir d'excellentes relations avec le pouvoir soviétique. En 1966 la condamnation de SINIAVSKI et DANIEL, deux intellectuels coupables d'avoir fait publier à l'étranger, fait lever la protestation cette fois clairement exprimée de partis ou de personnalités communistes sur les pratiques soviétiques.

À la veille de 1968, le MCI existe encore ; mais désormais et de plus en plus clairement, Moscou demeure un centre, relativement ou partiellement contesté, mais certainement plus le modèle exclusif.

Des aspirations au changement, des impatiences se manifestent, mais à travers des conférences internationales, le seul élément différenciant clairement affirmé est la position envers la Chine. Bientôt, et particulièrement après 1968, le silence, le retrait, l'absence vont caractériser les grands messes que réussissent à convoquer les Soviétiques.

Car l'invasion de la Tchécoslovaquie, l'écrasement du printemps de Prague dresse cette fois de manière explicite des partis contre l'action des 5 pays envahisseurs. Cette action vient en effet frapper de plein fouet les politiques menées par de nombreux partis qui tentaient avec des succès variables mais réels d'associer communisme et démocratie, partis pour lesquels la correction menée sous la direction même du parti tchécoslovaque constituait une remarquable démonstration.

Aussi les partis belges, français, italien, finlandais, britannique, néerlandais, suisse, danois, japonais, canadien, australien, marocain, l'un des partis israéliens et des partis grecs, la Chine et l'Albanie désapprouvent dans des termes variables l'invasion. Mais par ailleurs, Mongolie, Nord-Viêt-Nam, Cuba d'une part, mais aussi les PC d'Allemagne occidentale, Luxembourg, Chili, Argentine, Uruguay, Colombie, Équateur, Costa-Rica, Afrique du Sud, Chypre, Syrie et Irak l'approuvent (une réflexion intéressante doit être menée sur cette présence massive des Sud-Américains).

Mais aussi, à souligner, partout à l'intérieur même des partis, des minorités s'expriment en opposition avec la position de leur direction, qu'elle ait pris parti pour ou contre l'invasion. Partout des exclusions frappent, parfois en balancier : en France c'est VERMEERSCH et GARAUDY, en Espagne c'est CLAUDIN. De fait il n'y a plus d'expression unique si ce n'est cependant qu'aucun parti ne condamne globalement les pratiques du PCUS et les répressions à l'Est. A l'inverse, la normalisation tchécoslovaque est avalisée, la glaciation brejnévienne fait l'objet du silence avec condamnations ponctuelles et partielles. Alors même que des expériences novatrices se mettent en place (« Union de la gauche » en France, espoir du « compromis historique » en Italie, expérience chilienne, bientôt l'« union des progressistes » en Belgique). Alors même qu'au sein de plusieurs partis s'élaborent des programmes en opposition implicite avec les pratiques du « socialisme réel » : ainsi sont prônés la société pluraliste, la démocratie politique, l'effacement de la dictature du prolétariat. Mais seul le PCI met nettement en cause les pratiques soviétiques dans la ligné du testament de TOGLIATTI.

C'est en 1974, à Bruxelles, que se dessine une tendance que 21 partis des pays capitalistes tentent de finaliser dans ce qu'on pourrait appeler a posteriori un socialisme à visage humain dans les conditions d'une société pluraliste. Autour du concept très vague, jamais défini clairement, jamais accepté totalement, d'« eurocommunisme » se projettent de nouvelles relations à la fois entre partis communistes et entre partis communistes et sociétés. Égalité, autonomie, non-ingérence sont les bases proposées pour les rapports entre partis, compatibilité entre socialisme et démocratie sur le plan intérieur. Deux années d'âpres discussions que protégeait en fait la détente internationale, n'allaient pas permettre de présenter, à Berlin en 1976, un front unique ni un programme cohérent pour un ensemble de partis campant sur des positions fort diverses. De même, au gré des événements, condamnations et silences allaient accompagner les cas de plus en plus médiatisés de dissidents soviétiques.

A l'autopsie, ce qui fut qualifié d'eurocommunisme constitua de fait un repli national de chaque parti sur sa vision propre des événements, une latitude à développer sa propre stratégie qui répondait fondamentalement à ses besoins propres, avec toutes les variations possibles comme l'illustre la politique du PCF envers l'union de la gauche. Et non une ligne générale. Les partis communistes agissaient désormais, clairement et presque explicitement, en ordre dispersé. Effectivement, plus de parti guide, mais en l'absence de celui-ci, plus de stratégie commune. Et cela impliquait évidemment leur position et réaction envers les changements à l'Est, instrumentalisée étroitement à leurs stratégies nationales. Il est significatif que cette vague novatrice n'ait pu faire la jonction avec les forces, il est vrai découragées et réprimées, voire démotivées, que portaient les dissidences à l'Est.

Perte de substance, perte de perspectives, aggravée par la reprise de la tension Est-Ouest, plombée par la poursuite de la politique incohérente de la Chine et pire que tout, divergeant fortement par rapport à la tentative, pourtant porteuse d'espoir, des années GORBATCHEV.

Dans quasi tous les partis communistes occidentaux, une génération communiste qui avait adhéré dans le souffle de 68 baissait les bras et abandonnait, le plus souvent en silence.

Partout également, cette génération communiste qui avait communié dans l'espoir du socialisme à visage humain recevait comme le déni le plus cruel, l'effacement de la scène politique à l'Est de ceux qui avaient défié le pouvoir bureaucratique au nom même du socialisme.

Il y a lieu de s'interroger pour savoir si l'écroulement de la foi messianique dont pouvait encore faire preuve en 1977 dans son « Identité politique pour les communistes » un dirigeant critique comme Jef TURF, ce fut la chute du mur ou s'il était déjà tragiquement et définitivement présent dans l'écrasement du Printemps de Prague. Une partie de la discussion de ce jour nous éclairera certainement sur cette question.

José Gotovitch